

Macron en briseur des tabous allemands

Honoré, hier, du Prix Charlemagne, à Aix-la-Chapelle, le président français a invité à « se battre pour reforger l'Europe ». Et demandé à Berlin de renoncer à son rôle d'avare de l'Union...

L'amitié est désormais consolidée, stable, sincère. Angela Merkel et Emmanuel Macron se connaissent depuis les années Hollande, s'estiment et s'apprécient. Et on peut être sûrs qu'ils seront les derniers à laisser transparaître les incompréhensions entre Paris et Berlin. Ces incompréhensions, pourtant, existent. S'il y a un an l'élection d'Emmanuel Macron a été saluée à Berlin avec un ouf de soulagement quasiment existentiel, les réponses allemandes aux propositions françaises se font attendre.

Réforme de la zone euro, union bancaire, budget européen, dette grecque, taxation des géants du Web, bras de fer commercial avec Trump, équilibres politiques au Parlement européen. Sur tous ces sujets, la mécanique grince entre Paris et Berlin. Et chaque fois, c'est le rouleau compresseur de l'économie allemande qui la fait grincer.

Jupiter et Harpagon

Sans détours de phrases, le président français a profité, hier, à Aix-la-Chapelle, de la gravité du moment sur la scène internationale pour appeler ses hôtes à « reforger l'Europe », à ne pas faire preuve de « faiblesse » ou céder « au repli ». La France se réforme, a-t-il ajouté, mais « il ne peut y avoir en Allemagne de fétichisme perpétuel pour les excédents commerciaux qui sont faits aux dépens des autres ». Et vlan ! Et voilà, sous les auspices de Charlemagne, Jupiter frappant au cœur Harpagon, le personnage de *L'Avare*.



Emmanuel Macron et Angela Merkel lors de la cérémonie du Prix Charlemagne.

Macron n'est pas le seul à penser que les énormes excédents commerciaux allemands mènent la zone euro droit dans le mur. Et même en Allemagne, notamment au sein du SPD et chez les Verts, cette lecture du repli allemand a déjà cours depuis plusieurs années. Ce qui légitime aujourd'hui cette estocade, c'est non seulement le fait que ce repli

national n'a pas empêché le retour aux dernières élections des néonazis au Bundestag, mais c'est surtout le contexte international.

Comme l'a relevé Angela Merkel, qui a prononcé le discours d'éloge d'Emmanuel Macron lors de la remise du prix Charlemagne qu'elle avait elle-même reçu en 2008, « le temps où l'on pouvait compter tout

simplement sur les États-Unis pour nous protéger est révolu ». La Chancelière d'ajouter : « L'Europe doit prendre son destin elle-même en main, c'est notre défi pour l'avenir. » À défaut de le faire avec allant, Trump et le pragmatisme géopolitique pourraient finir par assouplir l'Allemagne.

Laurent MARCHAND.

Qui veut cueillir des kiwis ?

Les maraîchers de Nouvelle-Zélande sont en pénurie de main-d'œuvre. Le gouvernement adapte ses visas.

L'histoire

La Nouvelle-Zélande, c'est 4,6 millions d'habitants, quelque 40 millions de moutons et plus de 475 000 tonnes de kiwis produits chaque année. Et pour ramasser tous ces fruits, il faut du monde. Une main-d'œuvre qui fait actuellement défaut sur l'île de l'Océanie, en pleine saison de récolte. Les maraîchers de la Baie de l'Abondance, une région située au nord, estiment qu'ils leur manquent quelque 1 200 travailleurs.

Pour résoudre le problème, le gouvernement y a décrété une pénurie officielle de main-d'œuvre, une première en dix ans. L'arrêté permet aux visiteurs étrangers de modifier leur visa afin de pouvoir travailler dans les exploitations. « La dernière chose que nous voulons, c'est que les fruits pourrissent sur les arbres ou sur le sol », a justifié la Première ministre, Jacinda Ardern.

Cette pénurie s'explique, en partie, par la chute du nombre d'étudiants indiens dans le pays cette année. Seulement 9 500 visas ont été accordés l'année dernière, contre plus de 16 000 en 2016. Selon Nikki John-



son, de l'association des producteurs de kiwis, « environ 15 % des travailleurs saisonniers sont des étudiants », souvent étrangers. Les conditions de travail expliquent aussi ce désamour pour le kiwi : la tâche est éprouvante et rétribuée au salaire minimum, un peu plus de 9,50 € de l'heure.

Si cet adoucissement des visas ne suffit pas, les autorités pourraient aussi étendre le nombre d'autorisations pour travailleurs saisonniers. L'année dernière plus de 11 000 personnes venues des îles du Pacifique avaient participé à la récolte.

Elie COURBOULAY.

Impôts locaux : les pistes à l'étude

Comment compenser la suppression de la taxe d'habitation sans nouvel impôt ? Un rapport fait des propositions.

Adieu la taxe d'habitation

Elle sera supprimée pour tous les foyers au plus tard en 2021. Problème, elle représente 34 % des ressources fiscales des communes. Alors comment compenser la mesure ?

Deux scénarios...

Dans un rapport remis mercredi au gouvernement, le sénateur LREM Alain Richard et le préfet Dominique Bur, proposent plusieurs pistes, articulées autour de deux scénarios. Le premier consiste à transférer aux communes et communautés de communes la part départementale de la taxe foncière, estimée à 14 milliards d'euros en 2020. Le manque à gagner pour les départements serait compensé par le transfert d'une partie d'un impôt d'Etat.

Le second scénario serait d'attribuer directement aux communes une part d'un impôt national, ce qui permettrait de ne pas toucher à la fiscalité des départements. Parmi les pistes avancées, la TVA, la CSG et la taxe sur les carburants (TICPE).

...et des ajustements

Pour limiter la facture, Alain Richard et Dominique Burles suggèrent de ne supprimer la taxe d'habitation



La taxe d'habitation sera supprimée d'ici à 2021.

que dans les résidences principales et de continuer à faire payer les résidences secondaires et les logements vacants, via une « surtaxe foncière ».

Mais pas suffisant

Cette « surtaxe », susceptible de rapporter entre 2 et 3 milliards d'euros, ne permettra de compenser que partiellement le coût de la suppression totale de la taxe d'habitation, évaluée autour de 20 milliards d'euros. Le rapport étudie donc d'autres pistes, comme la suppression de certaines niches fiscales. Et comme il exclut d'augmenter les impôts ou de créer un nouvel impôt local, le gouvernement promet surtout de nouvelles économies. Reste à savoir lesquelles.

À Tokyo, des écoles nord-coréennes fidèles à Kim

Fondées il y a soixante-douze ans, ces écoles financées par Pyongyang tentent de subsister malgré l'hostilité japonaise. Les élèves, victimes de discrimination, n'ont plus la foi...

Tokyo.
De notre correspondante

Au premier coup d'œil, rien ne semble différencier cette école du nord de Tokyo d'un collège japonais ordinaire. De grands bâtiments longilignes, un terrain de sport, des rires dans les couloirs et des bentos pour le déjeuner...

Mais, dans les classes, certains détails ne trompent pas. Les professeurs portent le *chima hogori*, la tenue traditionnelle nord-coréenne, et au-dessus du tableau noir, les portraits de Kim Il-sung et de Kim Jong-il veillent sur les enfants.

Entièrement financées par la Chongryon, l'association des Coréens du Japon également connue sous le nom de Chosen, ces écoles ont été fondées en 1945. Leur but était d'enseigner la culture, la langue et les

principes de la « mère patrie » aux petits immigrés, venus gagner leur vie au Japon. Dans les années 1970, jusqu'à 46 000 écoliers coréens les fréquentaient. Il n'en reste plus que quelques milliers répartis dans 94 établissements. Le régime de Kim a revu ses subventions à la baisse...

Éviter les discriminations

Il est 11 h. La jeune Chosofuwa et ses camarades viennent de suivre un cours d'histoire, « sa matière préférée ». La professeure d'anglais s'installe. À la question - « Qu'est-ce qui vous plaît dans votre école ? » - les bavardages en coréen cessent. Les élèves se lancent des regards furtifs et ne répondent pas.

Malgré « la richesse du programme en japonais, anglais et coréen », les écoles du Chosen « n'attirent plus », reconnaît Kim Seng Fa,



Une professeure portant le *chima hogori*, la tenue traditionnelle.

le directeur de l'académie. « Quatre générations ont passé, explique-t-il. Les enfants vont davantage dans des écoles japonaises classiques pour éviter les discriminations, avoir accès aux universités... »

Pendant la crise des missiles, en

2017, la communauté coréenne fidèle à Pyongyang « recevait des coups de téléphone anonymes insultants, confie Kim Seng Fa. On nous demandait de quitter le pays. » La semaine passée, la justice japonaise a condamné Hitoshi Nishimura, un nationaliste fanatique qui voulait expulser « ces écoles qui ont participé au kidnapping des Japonais ».

La Chongryon, il est vrai, n'a pas toujours été honnête avec son hôte. En 1999, les autorités japonaises ont saisi 564 kg de méthamphétamine nord-coréenne et remonté jusqu'à une société contrôlée par la Chongryon, faisant affaire avec des Yakuas, la mafia japonaise... Plusieurs affaires ont jeté l'opprobre sur les 600 000 ressortissants de Corée, l'une des plus importantes communautés de ce Japon très fermé.

Johann FLEURI.

Un cadeau à ouvrir tous les jours !

3 mois d'abonnement pour 49,99€

66% DE RÉDUCTION

AP6C

Bulletin d'abonnement à renvoyer complété dans une enveloppe non affranchie à : Service Clients - Libre réponse 94114 - 35099 Rennes cedex 9

Oui, je choisis la formule qui me convient :

Le Pack Découverte : pendant 3 mois 7j/7, le journal papier et ses suppléments livrés à domicile + un accès aux publications numériques (2 éditions du journal numérique, l'édition du soir, dimoito news, les archives...) + un accès à La Place pour 49€99 au lieu de 149€97*, soit 66% de réduction C1830FDM-1

Le Pack Découverte Classique : pendant 3 mois 7j/7, le journal papier et ses suppléments livrés à domicile + un accès à La Place pour 47€ au lieu de 99€*, soit 52% de réduction C1830FDM-3

Je remplis les coordonnées du bénéficiaire

Mme M. Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Tél. : _____ de préférence mobile Date de naissance : _____

Votre email est indispensable pour accéder aux publications numériques :

Email : _____

Je règle 49€99 ou 47€ selon la formule choisie par :

Carte Bancaire N° : _____

Expire fin : _____ Cryptogramme : _____ 3 derniers chiffres au dos de ma carte

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de Ouest-France

Fait à : _____

Le : _____

Signature obligatoire : _____

Offre réservée aux clients particuliers ne recevant pas Ouest-France actuellement et n'ayant pas été abonnés dans les 6 derniers mois ; résidant en Manche, Calvados, Orne, Bretagne ou Pays de la Loire. Les formules d'abonnement incluent la livraison à domicile 7j/7 (sous réserve de portabilité le dimanche) et feront l'objet d'une livraison par portage avant 7h30. Le dimanche, quelques tournées de portage se terminent plus tard. Quelques habitations trop éloignées du trajet des porteurs ne peuvent être servies par portage, elles seront alors livrées par la poste du lundi au samedi. Si la livraison est impossible le dimanche, la durée de l'abonnement est allongée de 2 semaines. 1^{er} livraison le 28/05/2018. Pour toute demande d'abonnement à partir du 21/05/2018, la livraison débutera dans un délai maximum d'une semaine à compter de la date d'enregistrement de la commande et l'accès aux publications numériques débutera à réception du mail d'activation. Les conditions détaillées des offres sont consultables sur abo.ouest-france.fr/bonnefete.

* Tarif de référence Abonnés, soit 149,97€ correspondant à 3 mois d'abonnement au Pack Classique + 3 mois d'abonnement au Pack Numérique pris séparément et 99€ correspondant à 3 mois d'abonnement au Pack Classique seul. Tarifs et offre valables jusqu'au 30/06/2018.

Loi « Informatique et libertés » : en application de l'article 27 de la loi du 06/01/1978, vous pouvez exercer un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant auprès du Service Clients - TSA 80001 - 35071 Rennes Cedex. Société Ouest-France - SA à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 300 000 € - 377 714 654 RCS Rennes.

Comment profiter de cette offre ?

Gagnez du temps : abo.ouest-france.fr/bonnefeteOF

02 99 32 66 66
CODE : S1830FDM - AP6C
du lundi au vendredi de 8h à 18h
et le samedi de 8h à 12h30
(prix d'un appel local)

Renvoyez le coupon ci-contre